

## Lutte contre la pauvreté: le gouvernement veut "investir socialement" dans la jeunesse (Buzyn)

Paris, 17 oct. 2017 (AFP) -

Le gouvernement veut développer une "politique préventive" de lutte contre la pauvreté et l'exclusion et pour cela "investir socialement" dans la jeunesse, a déclaré mardi Agnès Buzyn, ministre de la Santé et des Solidarités.

Agnès Buzyn devait participer à un déjeuner autour du président Emmanuel Macron, avec une quarantaine d'acteurs de la lutte contre la pauvreté (associations, entreprises) et trois autres ministres, Muriel Pénicaud (Travail), Jean-Michel Blanquer (Education) et Marlène Shiappa (Egalité femmes-hommes).

Le chef de l'Etat doit lancer, en cette journée mondiale de refus de la misère, une concertation de six mois sur la lutte contre la pauvreté, avec "un focus particulier sur la pauvreté des enfants et des jeunes", a rappelé devant la presse Mme Buzyn.

"C'est un grand moment de concertation et de co-construction (...) dans un souci d'investissement social vis à vis de notre jeunesse", a-t-elle décrit.

Emmanuel Macron et Mme Buzyn doivent ensuite se rendre dans l'après-midi dans une crèche de banlieue parisienne "qui s'est engagée en faveur de la mixité sociale", à Gennevilliers (Hauts-de-Seine).

Rappelant que "neuf millions de personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté", la ministre a souligné que "la pauvreté a changé de visage, elle touche de plus en plus d'enfants, de familles, notamment monoparentales, et de plus en plus de jeunes".

La concertation vise à "renouveler notre approche de la lutte contre la pauvreté et voir si nous pouvons (...) éviter que les jeunes pauvres d'aujourd'hui ne deviennent les pauvres de demain", a-t-elle ajouté. Il s'agit de "favoriser l'égalité des chances, de favoriser "une approche préventive" de lutte contre la pauvreté et l'exclusion" et de mieux accompagner les personnes qui "essaient de sortir de la pauvreté".

Cette "approche renouvelée" partira "d'initiatives locales" et sera "interministérielle", avec les politiques du logement, de l'éducation nationale, du travail et de la formation.

Le gouvernement entend également poursuivre les efforts en faveur de l'"accès aux droits", a-t-elle précisé, alors que de nombreuses personnes ne demandent pas les prestations auxquelles elles sont éligibles.

Des actions engagées sous le précédent quinquennat, dans le cadre du plan 2013-2017 de lutte contre la pauvreté, seront poursuivies, a assuré Mme Buzyn, citant notamment "la garantie jeunes", dispositif d'accompagnement pour les 16-25 ans très éloignés de l'emploi. "Peut-être faudra-t-il encore l'améliorer, parce que c'était une mesure emblématique et très efficace".

paj/jri/mat/mml

Afp le 17 oct. 17 à 13 47.